

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

6 janvier 2024

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Stib

Guerre au capitalisme !

L'année achevée aura été celle des deux guerres.

Dans le conflit palestinien, l'assassinat d'un dirigeant du Hamas au Liban montre que le gouvernement de Netanyahu est prêt à prendre le risque d'étendre le conflit à l'échelle de toute la région, d'autant plus que l'objectif de plus en plus déclaré d'Israël est la recolonisation de Gaza et l'expulsion de ses deux millions d'habitants arabes vers les pays voisins.

En Ukraine, le conflit s'enlise dans une guerre de tranchées tandis que les missiles continuent à pleuvoir sur les zones résidentielles, faisant leur lot de morts civiles à chaque fois.

A ces deux conflits militaires majeurs s'ajoutent tous les conflits régionaux, au Yemen depuis des années, en Arménie ou ailleurs, qui éclatent sans cesse depuis des dizaines et des dizaines d'années.

Et le ton monte entre le Venezuela et le Guyana, soutenu par les États-Unis qui défendent les visées du groupe pétrolier Exxon Mobil sur le pétrole vénézuélien.

Ces guerres, grandes ou petites, prennent chacune des prétextes différents, frontières, nationalités, religion, mais ils ne peuvent cacher l'omniprésence des luttes d'influence des grandes puissances, les États-Unis en tête, pour dominer économiquement le monde. Ce sont ces puissances qui arment les milices, les gouvernements ou les mouvements de résistance qui leur sont favorables. Les « démocrates » de l'ouest s'insurgent contre les dictateurs de l'est, mais soutiennent les dictatures qui les arrangent en Arabie Saoudite ou ailleurs.

Dans les pays en guerre, l'appétit de puissance des dirigeants impérialistes se traduit en blessés, morts et déplacés parmi les populations laborieuses. Ce sont elles qui paient le prix le plus élevé, mais ce sont des riches capitalistes qui ramassent les dividendes, bien à l'abri à des milliers de kilomètres de là. L'inflation des prix de l'énergie, de l'alimentation et des transports s'est transformée en jackpot pour les plus riches, qui sont devenus encore plus riches cette année. Leur argent a le goût du sang.

Les bourses font la fête pendant que de simples travailleuses et travailleurs meurent. Les chiffres donnent le tournis, deux à trois cent mille morts en Ukraine dans les deux camps, plus de vingt mille à Gaza, plus de cent cinquante mille au Yemen. Voilà le vrai prix des ac-

tions en bourses. Voilà les conséquences de cette société dont la folie de profits est devenue une folie meurtrière à grande échelle. Une fois de plus, peut-on dire, puisque la Première et la Seconde guerre mondiale ont déjà montré jusqu'où les capitalistes peuvent aller quand leurs conflits économiques les amènent à des conflits militaires, par travailleurs interposés.

Au-delà de la guerre, il y a la destruction systématique de la planète qui menace de transformer des populations entières en migrants climatiques. A nouveau, ce seront les plus pauvres qui prendront la route, tandis que les riches iront se mettre à l'abri dans l'un ou l'autre paradis artificiel. Les 1% les plus riches ont produit plus de CO2 que les cinq milliards les plus pauvres. Il faudrait un million d'éoliennes pour compenser leur bilan carbone ! Mais c'est aux couches laborieuses de la société que les gouvernements veulent imposer l'austérité et les privations.

Les bourgeois déclenchent des guerres, mais ce sont des travailleurs qui meurent sous les bombes. Les bourgeois détruisent la planète mais c'est aux travailleurs d'en assumer les conséquences. Les bourgeois s'enrichissent, mais ce ne sont pas eux qui travaillent.

En Europe, aux États-Unis, les bourgeois mènent aussi une guerre économique et politique contre les travailleurs, par des attaques sur les salaires, les pensions et le détricotage des services publics à la population. Une extrême droite arrogante se développe en Europe, du Vlaams Belang au Rassemblement National, en passant par les Frères d'Italie de Meloni ou le Fidesz de Victor Orban. Trump aux USA et Milei en Argentine sont du même acabit. Leur programme commun se résume à diviser les travailleurs, à attiser la haine entre européens et « étrangers », pour se préparer à attaquer ce qu'il reste d'acquis sociaux.

Les capitalistes et leurs politiciens sont en ordre de marche pour mener une guerre sociale, politique et bientôt policière au monde du travail. Travailleuses, travailleurs, notre sort est entre nos mains et elles seules. Notre espoir, c'est d'abattre le capitalisme. Notre force, c'est notre nombre. Notre arme, c'est notre organisation. Nous devons nous préparer à mener notre propre guerre, une guerre de classe contre le système capitaliste, pour le remplacer par une société communiste, juste et égale, sans guerres ni conquêtes.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Déplacer n'est pas régler

L'été passé, la police s'est livrée à de grandes opérations visant à vider la gare du midi de ceux qu'elle considère comme des « indésirables ». Le problème n'a été que déplacé. De nombreuses personnes, les sans-abris et les toxicomanes, se sont retrouvées dans d'autres stations comme celle de la Porte de Hal. Ce n'est pas de police dont on a besoin mais de véritables politiques sociales pour sortir les plus pauvres de leur condition.

Grève avortée

Le 22 décembre, la CGSP avait lancé un préavis de grève pour le 29 qu'elle a finalement annulé 3 jours avant. Il y a pourtant bien des motifs pour être en colère : la direction compte faire une croix sur nos augmentations salariales, elle licencie à tour de bras les travailleurs malades. Ce sont seulement nos luttes collectives et résolues qui feront la différence !

L'injustice des amendes

En 2022, 12 403 usagers ont été sanctionnés par la Stib pour avoir oublié leur abonnement ou omis de le valider. Ils paient et pourtant ils sont quand même sanctionnés. Ces amendes sont clairement un racket de la direction pour augmenter ses recettes.

Pas de travail, pas de logement

Le gouvernement flamand a décidé d'accorder, d'ici 2025, un accès prioritaire aux logements sociaux aux personnes à l'emploi. Elles seront aussi les seules à bénéficier d'une prime en cas de déménagement vers le marché locatif privé. Déjà qu'avec la pénurie de logements publics, les propriétaires véreux font la loi. Monter les travailleurs les uns contre les autres et forcer les plus précaires – chômeurs, minimisés, invalides ou pensionnés – à accepter des jobs sous-payés sous la menace de se retrouver à la rue : c'est une attaque dirigée contre toute la classe ouvrière.

Plein le dos des machos

Une récente étude sur le harcèlement de rue en Belgique confirme que rien n'a vraiment bougé depuis le mouvement #MeToo : 95 % des femmes s'y sentent parfois en danger et 83 % y avoir déjà été harcelées. Une sur trois déclarent y recevoir régulièrement des commentaires insultants sur leur apparence mais très peu portent plainte, sachant pertinemment qu'elle n'aboutira à rien. Comment s'en étonner dans cette société pourrie où, comme dans la récente affaire Depardieu en France, le machisme rime avec patriotisme et la culture du viol continue d'être banalisée.

Un service qui déraile

En dix ans, la situation n'a fait que s'aggraver à la SNCB. Depuis les coupes budgétaires des gouvernements Di Rupo et Michel, les ministres qui se sont succédé n'ont pas été avares en bonnes paroles mais les moyens n'ont jamais suivi. Quoi qu'ils en disent, la qualité et l'offre du service n'a cessé de diminuer au fil des ans. Entre 2013 et 2023, le nombre de places assises a diminué de 5 %, sans parler du nombre de guichets ! Les retards s'accumulent par manque de matériel ou de personnel. Quoi de plus normal quand on sait que les effectifs ont été réduits de 8 000 salariés sur cette période ! Quelle que soit la façon dont ils l'appellent, c'est la casse de ce service public, comme des autres, qu'organisent les gouvernements.

Les patrons n'en ont jamais assez

Fin décembre, les patrons du secteur des titres-services ont fait leurs comptes et, comme d'habitude, ils en veulent plus. Les deux grandes fédérations patronales ont annoncé leurs vœux aux travailleurs : leur faire un peu plus les poches. Ils remettent en cause les primes de fin d'année et les indemnités de chômage économique. Ces primes sont pourtant le minimum : elles permettent de suppléer un peu aux maigres salaires. Quant aux périodes de chômage, elles sont imposées par les patrons, ce devrait donc être à eux de les payer... et en totalité ! En Wallonie, le groupe Trixxo vient d'annoncer la fermeture de ses 12 ateliers de repassage. Le patron prétend que le nouveau décret lui interdisant de facturer des frais administratifs empêche cette activité d'être rentable. Il souhaite certainement faire mieux que l'année dernière, lui qui a empoché un bénéfice de 2,3 millions d'euros. Ces vautours se succèdent sur le dos de travailleurs sous-payés tout en empochant de gros subsides publics et ils osent affirmer qu'ils ne font pas assez de profits.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72